

**Direction de l'administration
et des finances**
Service Achats Marchés

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Dossier suivi par :
Service des marchés publics

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
n°10 du 17 février 2025

Relatif à

**Maintenance des enceintes à flux d'air des laboratoires de
l'Anses Ploufragan-Plouzané.**

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Dispositions générales.....	3
1.1	Mode de passation.....	3
1.2	Objet et forme du marché	3
1.3	Durée du marché.....	3
ARTICLE 2	Pièces constitutives du marché.....	3
2.1	Pièces particulières:	3
2.2	Pièces générales.....	4
2.3	Disposition particulière.....	4
ARTICLE 3	Conditions d'exécution des prestations	4
3.1	Lieu d'exécution	4
3.2	Bons de commandes	4
3.3	Délais d'exécution.....	5
3.4	Pénalités	5
3.5	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	6
3.6	Suivi de la prestation	6
ARTICLE 4	Responsabilité et obligations du titulaire	6
4.1	Personnel du titulaire	6
4.2	Assurances	6
4.3	Confidentialité.....	7
4.4	Prévention de santé sécurité au travail :	7
ARTICLE 5	Vérifications et admission.....	7
ARTICLE 6	Prix du marché.....	8
6.1.1	Généralités.....	8
6.1.2	Variation des prix :.....	8
ARTICLE 7	Modalités de règlement du marché	9
7.1	Avance.....	9
7.2	Présentation des demandes de paiements.....	9
7.2.1	Facturation électronique	9
7.3	Mode de règlement et délai de paiement.....	11
ARTICLE 8	Résiliation du marché.....	11
8.1	Dispositions générales.....	11
8.2	Disposition particulière.....	11
ARTICLE 9	Autres dispositions	11
ARTICLE 10	Litiges.....	12
ARTICLE 11	Dérogations.....	12

ARTICLE 1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 MODE DE PASSATION

Le présent marché est un marché de service passé en procédure adaptée en application des dispositions du code de la commande publique.

1.2 OBJET ET FORME DU MARCHE

Le marché a pour objet la prestation de maintenance préventive et curative du parc d'enceintes à flux d'air et de salles propres de l'Anses, sites de Ploufragan –Plouzané.

Il s'agit d'un marché mixte composé :

- D'une base forfaitaire pour les prestations de maintenance préventive comprenant les visites de contrôle et d'entretien courant des appareils ;
- De prix unitaires, pour les prestations maintenance curative comprenant les interventions ponctuelles en cas de panne ou de fonctionnement défectueux du matériel. Dans ce cas, il s'agit d'un accord cadre mono-attributaire fixant toutes les stipulations contractuelles exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes sur la base de prix unitaires, dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. L'émission des bons de commandes intervient pendant la durée de validité du marché.

Il n'est pas fixé de montant minimum, le montant maximum du marché est de 90 000 €HT.

La description technique de chaque appareil et des prestations attendues est détaillée dans le cahier des charges annexé.

1.3 DUREE DU MARCHE

Le marché démarre à compter du 19 mai 2025 pour une durée de 12mois.

Le marché est reconductible 3 fois par période de 12 mois dans la limite de 48 mois, par décision tacite du représentant de l'ANSES dans les trois (3) mois précédant l'échéance de la période initiale.

L'attributaire ne peut s'opposer à sa reconduction.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non reconduction, la validité du marché court jusqu'au terme de la période en cours. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

ARTICLE 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Anses fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant :

2.1 PIECES PARTICULIERES:

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe cahier des charges;
- L'offre technique et commerciale du titulaire.

Les documents originaux conservés dans les archives de l'Anses font seuls foi.

2.2 PIECES GENERALES

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – arrêté du 30 mars 2021.

2.3 DISPOSITION PARTICULIERE

Les conditions générales de vente du titulaire dès lors qu'elles sont contraires aux dispositions des pièces constitutives du marché sont réputées non écrites et ne sont pas applicables.

ARTICLE 3 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 LIEU D'EXECUTION

Unité PVP
Technopôle Brest Iroise
29280 PLOUZANE

Unités VIP, VIPAC, GVB, MB et HQPAP
31 rue des fusillés
22440 PLOUFRAGAN

Unité PBER
60 rue de pied de fond
79024 NIORT CEDEX

3.2 BONS DE COMMANDES

Les prestations concernées font l'objet de l'émission de bons de commande successifs, valant ordre de service de démarrage des prestations, établis sur la base des prix annexés à l'acte d'engagement et notifiés au titulaire au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'Anses. Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen (télécopie, mail, courrier...) qui en accuse réception.

Chaque bon de commande précise :

- La nature, la description des prestations à réaliser ;
- Le montant du bon de commande.

Le cas échéant le titulaire présente, à la demande de l'Anses, une proposition sous forme de devis. Cette disposition peut s'appliquer notamment pour l'exécution de prestations complémentaires qui entrent dans l'objet du marché mais qui ne sont pas précisées dans les grilles financières et le cahier des charges ; dans ce cas, le bon de commande est le cas échéant passé sur la base du devis sous réserve que ce dernier soit accepté ; le devis est annexé au bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, si, dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire, la personne publique n'a pas reçu de réserves de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la prestation définie dans le bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis sur toute la durée du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont, dans la limite des délégations accordées, le Directeur général, la Directrice générale adjointe en charge des ressources, le Directeur des achats, Le Directeur du Laboratoire, le Directeur adjoint du Laboratoire et le responsable des affaires administratives et financières du Laboratoire.

3.3 DÉLAIS D'EXECUTION

La date d'intervention pour les visites de maintenance préventive est fixée d'un commun accord entre l'Anses et le titulaire.

Le délai d'intervention en cas de panne est celui mis en œuvre par le titulaire dans son offre et, **au maximum de 48 heures**, à compter de la demande d'intervention faite par tout moyen (télécopie, courrier électronique,...) Le délai de 48 heures court à compter de la première demande effectuée.

Le délai de réparation, est déterminé entre l'Anses et le titulaire (selon la disponibilité des pièces détachées); il est mentionné sur le bon de commande et court à compter de la date de réception du bon de commande notifié par l'Anses au titulaire par courrier ou par télécopie.

Prolongation des délais :

Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG/FCS.

3.4 PENALITES

Maintenance préventive :

En cas de dépassement du délai mentionné dans l'offre du titulaire pour intervenir, une pénalité pour retard peut être appliquée, sans mise en demeure préalable, dans les conditions prévues à l'article 14 du CCAG/FCS.

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

Maintenance corrective :

En dérogation aux dispositions des articles 14.1.1 et 14.2.5 du CCAG/FCS, dans le cadre des opérations de maintenance corrective, et en cas de dépassement du délai mentionné dans l'offre du titulaire pour intervenir ou du bon de commande pour réparer, une pénalité pour retard peut être appliquée suivant détail :

$P = 100 \text{ euros} \times R$

Dans laquelle : R = nombre de jour ouvrés de retard (tout jour commencé est décompté)

Quel que soit le montant des pénalités pour retard ou pour indisponibilité, et sur décision du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

3.5 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Suivant les dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS, en cas d'inexécution des prestations par le titulaire, l'Anses peut procéder à la résiliation de la part du marché non exécutée et faire procéder par un tiers à la réalisation de la prestation concernée en lieu et place du titulaire.

3.6 SUIVI DE LA PRESTATION

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

L'Anses pour sa part informera le titulaire des interlocuteurs en charge du suivi technique de la prestation (au sein du Laboratoire de Ploufragan-Plouzané).

Les décisions nécessaires engageant le pouvoir adjudicateur ne pourront être prises que par le Directeur général et, dans la limite de leur délégation, par la Directrice générale adjointe, le Directeur de l'administration et des finances, le Directeur du Laboratoire, son Directeur adjoint et son responsable des affaires administratives et financières.

ARTICLE 4 RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

4.1 PERSONNEL DU TITULAIRE

Pendant l'exécution de la prestation, le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Les préposés du titulaire affectés à la réalisation de la prestation resteront placés sous son autorité et sous sa responsabilité exclusive.

Ces personnels resteront à tout moment les préposés du titulaire sur lesquels ce dernier assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la discipline et la formation.

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement :

- aux personnels de l'Anses ou à des tiers,
- aux biens appartenant à l'Anses ou à des tiers.

4.2 ASSURANCES

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de l'Anses par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié pour faute, conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

4.3 CONFIDENTIALITE

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Anses, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'Anses, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Anses à résilier le marché pour faute conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

4.4 PREVENTION DE SANTE SECURITE AU TRAVAIL :

Les activités menées à l'Anses ainsi que la co-activité lors de l'intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants peuvent générer des risques particuliers nécessitant d'être maîtrisés en application des principes généraux de prévention de santé sécurité au travail.

Les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables à l'Anses. En fonction du type de marché et des exigences réglementaires applicables, l'Anses et le titulaire établissent au début du marché un des documents relatifs à la prévention des risques liés à la co-activité (plan de prévention, plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou protocole de sécurité).

Le titulaire pourra être amené à la demande de l'Anses à participer aux inspections préalables et aux réunions de suivi du dispositif de prévention des risques tout au long du marché.

Le titulaire transmet à son personnel les instructions nécessaires à la maîtrise des risques lors de l'intervention et s'assure de leur application tout au long de l'exécution du marché.

En cas d'accident ou incident ayant révélé un risque grave, le titulaire s'engage à prévenir le représentant du pouvoir adjudicateur de l'Anses dans les plus brefs délais. De la même manière, l'Anses alerte le titulaire dans les plus brefs délais si un salarié est exposé à un danger grave.

Concernant les accès aux locaux et aux installations, tout intervenant du titulaire doit se conformer aux conditions d'accès et d'intervention applicables aux laboratoires.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer par son personnel et celui de ses sous-traitants les règles suivantes :

- Donner à l'Anses la liste du personnel intervenant à l'Anses au préalable à la mise en œuvre du marché et à la mettre à jour tout au long de l'exécution du marché ;
- Faire signer à chaque employé du titulaire intervenant sur le site des Laboratoires et de ses sous-traitants un engagement individuel relatif au règlement en vigueur.

En cas de non-respect des dispositions énoncées ci avant, l'Anses pourra refuser l'accès au site d'un membre du personnel du titulaire ou demander son remplacement.

ARTICLE 5 VERIFICATIONS ET ADMISSION

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG/FCS.

Une fois la prestation livrée, l'Anses dispose de 15 jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérification qualitative et quantitative. A l'issue des opérations de vérification, l'Anses peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de

rejet qui est notifiée au titulaire. Passé le délai de 15 jours ouvrés, la décision d'admission est réputée acquise.

La certification du « service fait » sur l'outil informatique de gestion budgétaire et comptable de l'Anses vaut décision d'admission des prestations.

ARTICLE 6 PRIX DU MARCHÉ

6.1.1 Généralités

Les prix mentionnés dans l'acte d'engagement et ses annexes financières sont des prix forfaitaires et unitaires.

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures et prestations, ainsi que tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation (frais de déplacement, d'hébergement, ...).

6.1.2 Variation des prix :

✓ Cas général : les prix du marché sont révisables à date anniversaire en application de la formule suivante :

$$P = P_o \times \left[0,7 \times \frac{\text{ICHTrev-TS ime}}{\text{ICHTrev TSo ime o}} + 0,3 \times \frac{\text{FSD 2}}{\text{FSD 2o}} \right] \text{ dans laquelle :}$$

P = prix révisé

P_o = prix initial

Référence de lecture des indices : publications INSEE, BOCCRF, Le Moniteur.

ICHTrev - TS ime = dernier indice connu au premier jour du mois de la demande de révision, relatif au coût horaire du travail révisé tous salariés, industries mécaniques et électriques - identifiant INSEE.

ICHTrev - TS ime o = indice du mois de remise de l'offre, relatif au coût horaire du travail révisé tous salariés, industries mécaniques et électriques - identifiant INSEE.

FSD 2 = dernier indice connu au premier jour du mois de la décision ou de la demande de révision, relatif aux frais et services divers, 2 ;

FSD 2o = indice du mois de remise de l'offre, relatif aux frais et services divers 2.

Pour toute demande de révision des prix, le titulaire **est tenu d'adresser à l'Anses - service des marchés publics (14 rue Pierre et Marie Curie 94701 Maisons-Alfort cedex)** les éléments retenus pour la demande de révision des prix (référence des indices pris en compte) et calcule les nouveaux prix applicables ; cette demande peut être formulée dans le corps de la facture correspondante.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande, l'Anses notifie au titulaire sa réponse validant ou infirmant le calcul effectué. Passé le délai de 15 jours, en l'absence de réponse de l'Anses, la décision de révision est considérée comme acquise à titre provisoire ; le cas échéant en cas d'erreur avérée sur les références de lecture des indices ou d'erreur dans la mise en œuvre de la formule de révision, l'Anses procède ultérieurement à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop-perçu ou à l'émission d'une facture complémentaire.

Dérogation : en cas de changement important dans la structure des prix du marché (notamment dans le cadre d'une augmentation importante du coût de la main d'œuvre), le titulaire pourra demander avant la date anniversaire, sur présentation des justificatifs correspondants, la mise en œuvre d'une révision des prix anticipée.

Clause de sauvegarde - butoir : en cas de hausse excédant de 3 % les conditions précédentes, l'Anses se réserve la faculté de limiter l'augmentation à 3% ou de résilier la partie du marché concernée sans que le titulaire, en dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, puisse prétendre à indemnité.

✓ Pour les approvisionnements et pièces réalisés en dehors du cadre forfaitaire : les prix sont ajustables, sans périodicité déterminée, sur le barème que le titulaire applique au marché ou à l'ensemble de sa clientèle, affecté le cas échéant du taux de remise contractuel et/ou du coefficient d'entreprise.

ARTICLE 7 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

7.1 AVANCE

Sauf renonciation du titulaire exprimée à l'acte d'engagement, une avance de 5% est accordée conformément aux dispositions du code de la commande publique. L'Anses se réserve le droit d'effectuer le remboursement de l'avance dès la première facture afférente.

7.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

La maintenance préventive fait l'objet d'une facturation (après la visite de maintenance et la réalisation des prestations pour chaque appareil) sur la base des prix tels qu'ils figurent dans l'acte d'engagement et son annexe financière et le cas échéant le bon de commande correspondant.

Concernant les prestations de maintenance corrective hors forfait unitaires, les factures sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent dans le bon de commande (ou devis accepté), en fonction des prestations effectivement réalisées et admises.

7.2.1 Facturation électronique

Le dépôt des factures sera effectué exclusivement via le portail Chorus Pro (solution gratuite) ; précisions sur la saisie de certaines informations :

Rubrique destinataire de la facture :

- A la question « le destinataire est-il l'Etat » sélectionner **non**
- Dans tous les cas le Siret à indiquer est celui de l'Anses-« siège » : **130 012 024 00183**
- Aux questions « code service et libellé services » **ne rien mentionner**

Rubrique références (cf. schéma chapitre 5.3.2.):

A la question « N° d'engagement » :

- La clé à saisir est le numéro de la commande (cf schéma article 7.3.2).

A la question « N° du marché » saisir le numéro de marché tel qu'il figure sur la commande

Service en charge du traitement des factures: Service facturier (SFACT) : Anses-SFACT
agence comptable, 14 rue Pierre et Marie Curie, 94701 Maisons-Alfort cedex /
servicefacturier@anses.fr / 01.77.74.17.22

7.2.2 Mentions obligatoires à faire figurer sur les factures

Les documents afférents au paiement devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

➤ Mentions d'identification :

- Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016).

➤ Éléments concernant la facture :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

➤ Éléments concernant la prestation facturée :

- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le numéro du marché pour les prestations forfaitaires qui n'ont pas donné lieu à l'émission d'un bon de commande ;
- le cas échéant le numéro du bon de commande, en cas de prestations exécutées au moyen de bons de commande, tel que généré par le système d'information financière :

Ou trouver les informations sur un bon de commande Anses :



A facturer à
. SIEGE MAISONS ALFORT 14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 94704 MAISONS ALFORT TVA Intracom 54130012024

A livrer à
. SIEGE MAISONS ALFORT 14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 94704 MAISONS ALFORT

Marché	BON DE COMMANDE	DATE
X MIX000025/1	CBDC 318 1	30-12-2016

Page : 1

Fournisseur

7.3 MODE DE REGLEMENT ET DELAI DE PAIEMENT

Les prestations objet du marché seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte mentionné sur le RIB référencé dans l'acte d'engagement.

Pour procéder au paiement des sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitants de premier rang éventuel(s), l'Anses dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve que les prestations aient été admises.

Cas de l'avance : pour le versement de l'avance, le délai global de paiement court à compter de la date de notification du marché.

Intérêts moratoires :

Lorsqu'il est imputable à l'Anses, le défaut du paiement dans le délai de 30 jours fait courir, de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement calculés conformément aux règles en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

ARTICLE 8 RESILIATION DU MARCHE

8.1 DISPOSITIONS GENERALES

Qu'il y ait faute ou non du titulaire, le marché pourra être résilié suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

Les commandes émises avant la date d'effet de la résiliation demeurent exécutables.

8.2 DISPOSITION PARTICULIERE

En cas d'inexactitude des documents et renseignements requis au titre III – Chapitre IV – section 3 – sous-section 6 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du code du travail, le marché est résilié pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 9 AUTRES DISPOSITIONS

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus au code de la commande publique est :

Le Directeur général de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur l'Agent comptable de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex

NB: dans le cadre d'un nantissement ou d'une cession de créance l'exemplaire unique du marché devra être produit par l'établissement de crédit sollicité, entre les mains du seul comptable principal de l'Anses.

ARTICLE 10 LITIGES

Tout litige né de l'exécution ou de l'interprétation du marché peut faire l'objet d'une conciliation amiable suivant les dispositions de l'article 142 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

Pour connaître d'éventuels litiges ne recevant pas de solution amiable, les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

ARTICLE 11 DEROGATIONS

L'article 3.2 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS ;

L'article 3.4 pénalités de retard déroge aux articles 14.1.1 et 14.2.5 du CCAG/FCS ;

L'article 6.1.2 révision des prix - dernier alinéa - déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.